

Brèves Economiques d'Afrique de l'Ouest
(hors Nigéria-Ghana)

Zoom sur ...

[... le rapport « Perspectives économiques en Afrique 2020 – Supplément » de la BAfD](#)

La Banque africaine de développement (BAfD) avait publié en janvier dernier un rapport sur les perspectives économiques en Afrique pour l'année 2020. N'ayant pas pris en compte l'impact de la pandémie de la COVID-19, la BAfD a procédé, à travers le [supplément à l'édition 2020 des Perspectives Economiques en Afrique](#), à une réévaluation de la situation économique et une révision de ses projections de croissance et des perspectives pour 2020 et 2021.

❖ **Une perte de croissance estimée à 5,6 pp pour l'Afrique en 2020 dans le scénario de base**

En raison de la pandémie, l'Afrique entrerait en récession en 2020. **La contraction du PIB réel se situerait entre -1,7% (scénario de base) et -3,4% (scénario pessimiste)**, contre une prévision initiale de +3,9%. Le scénario de base suppose que la pandémie ralentit en juillet, tandis que le scénario pessimiste envisage une poursuite de la pandémie jusqu'à la fin de l'année. **A l'échelle régionale, l'Afrique de l'Est serait la plus résiliente**, avec une croissance comprise entre +1,2% (scénario de base) et +0,2% (scénario pessimiste). La région est mieux protégée par sa plus large diversification et sa moindre dépendance à l'égard des matières premières. Toutes les autres régions subiraient une récession dans les deux scénarii.

La croissance de l'Afrique devrait rebondir en 2021 pour atteindre 3,0 % dans le scénario de base et 2,4 % dans le scénario pessimiste. Cette reprise serait partielle car des secteurs tels que le tourisme, les transports et les loisirs pourraient se maintenir en récession.

❖ **La récession en 2020 en Afrique de l'Ouest principalement imputable au Nigéria**

L'Afrique de l'Ouest en particulier devrait enregistrer une contraction de son PIB réel comprise entre -2% (scénario de base) et -4,3% (scénario pessimiste) en 2020, alors que l'institution prévoyait initialement une croissance de +4%. **Cette contraction est largement tirée par la récession au Nigéria (entre -4,4% et -7,2%)**. Dans le scénario de base en 2020, en plus du Nigéria, 3 pays dans la région entreraient en récession : le Cap Vert (-4%), la Guinée Bissau (-1,5%) et le Libéria (-2,5%). En revanche, dans le pire scénario, seuls le Bénin (+1,2%), le Burkina Faso (+0,7%), la Côte d'Ivoire (+1,5%) et le Sénégal (+0,1%) enregistreraient une croissance positive.

La région sera affectée par une combinaison de canaux de transmission, comprenant la baisse des prix des produits de base, la faiblesse des flux financiers, la baisse des recettes touristiques, une volatilité accrue des marchés financiers et une perturbation des chaînes logistiques mondiales. L'inflation moyenne s'établirait entre 10,7% et 11,4% en 2020. Toutefois, il convient de souligner qu'elle demeurerait faible en zone UEMOA : aucun pays n'atteindrait un taux d'inflation de 5% quel que soit le scénario. Aussi, le déficit budgétaire moyen devrait s'élargir à 6,3% du PIB dans le scénario de référence et pourrait se détériorer à plus de 7% dans le second scénario. Le Cap-Vert enregistrerait le déficit budgétaire le plus important (entre 7,9 et 9,2% du PIB) en raison de sa forte dépendance aux recettes touristiques.

En 2021, à l'instar du continent, l'Afrique de l'Ouest devrait rebondir avec une croissance qui ressortirait à +2,5% dans le scénario de base et à +1,7% dans le scénario pessimiste. Ainsi, dans le scénario de base, tous les pays se réengageraient sur un sentier de reprise économique : la plus forte étant attendue en Côte d'Ivoire (+6,6%), suivie de la Gambie (+5,9%), de la Guinée (+5,8%) et du Niger (5,8%). Dans le scénario pessimiste, un seul pays devrait enregistrer une contraction de son PIB : le Cap-Vert (-0,6%).

Taux de croissance du PIB réel (%)

Pays	2019	Scénario de base		Scénario pessimiste	
		2020	2021	2020	2021
Benin	6,7	3,3	4,5	1,2	4,1
Burkina Faso	5,7	1,6	5,3	0,7	4,5
Cap-Vert	5	-4	1,3	-7	-0,6
Côte d'Ivoire	6,9	3	6,6	1,5	5
Gambie	5,4	1,9	5,9	-3,1	2,9
Ghana	6,1	2,1	5,6	1,2	4,8
Guinée	5,5	1,4	5,8	-1,8	3,8
Guinée-Bissau	4,5	-1,5	2,5	-3,1	2
Libéria	-2,5	-2,5	2,4	-3,3	1,3
Mali	5	1,4	4	-0,5	3,3
Niger	5,9	1,1	5,8	-0,7	4,4
Nigéria	2,3	-4,4	0,7	-7,2	0,1
Sénégal	5,2	2,8	5,1	0,1	2,6
Sierra Leone	5,1	1,7	3,9	-2,6	2
Togo	5,3	0,9	3,7	-1,3	2,4
Afrique de l'Ouest	3,6	-2	2,5	-4,3	1,7
Mauritanie	6,7	0,9	3,4	-1,1	2,9

ACTUALITE REGIONALE

Signature de deux conventions de crédit d'un montant total de 175 M EUR entre l'AFD et la BOAD pour la riposte face à la COVID-19 et la finance climat

Le 07 juillet 2020, [la Banque Ouest Africaine de Développement \(BOAD\) et l'Agence Française de Développement \(AFD\) au Togo ont signé deux conventions de financement d'un montant total de 175 M EUR](#) (114,8 Mds FCFA). La première convention, d'un montant de 100 M EUR (65,6 Mds FCFA), vise à appuyer la BOAD dans sa réponse contracyclique face à la crise : (i) financement des plans de riposte des Etats-membres de l'UEMOA ; (ii) financement des investissements de relance économique opérés par le secteur privé, à travers la mise à disposition par la BOAD d'une ligne de refinancement en faveur des banques commerciales. Outre ce volet financement, la BOAD et l'AFD envisagent un dialogue stratégique sur la relance économique durable dans le contexte post-crise. La seconde convention porte sur une ligne de crédit de 75 M EUR (49,2 Mds FCFA) ainsi qu'une subvention de 600 000 EUR d'assistance technique. La ligne de crédit vise au financement de projets d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre (25%) et d'adaptation des populations vulnérables aux conséquences des changements climatiques (75%) dans la sous-région. La subvention permettra d'appuyer la BOAD dans la déclinaison de sa stratégie Environnement et Climat, afin que la Banque soit en mesure d'accompagner durablement ses Etats-membres et ses partenaires sur le sujet du climat.

Plus de 100 M EUR pour améliorer l'éducation en Guinée et au Niger

L'Agence française de développement (AFD) est délégataire de fonds du Partenariat mondial pour l'éducation (PME) qui visent à améliorer la qualité des apprentissages, réduire les inégalités d'accès à l'éducation et rendre le système éducatif plus efficace au Niger et en Guinée. [Elle a ainsi récemment annoncé qu'en soutien aux programmes sectoriels nationaux, le PME a approuvé deux subventions de 77,3 et 34,03 M EUR respectivement au Niger et à la Guinée](#) en vue d'appuyer la mise en œuvre de la politique éducative des deux pays. Au Niger comme en Guinée, les financements transiteront par un fonds commun de l'éducation multi-bailleurs : au Niger, outre l'AFD, LuxDev, la coopération suisse, l'UNICEF et la Norvège y contribuent déjà tandis qu'en Guinée, le fonds commun se met en place avec le PME, l'UNICEF et l'AFD. Au Niger, 91% des enfants en zone urbaine accèdent à l'école primaire, contre seulement 54 % en zone rurale. En Guinée, seuls 67% des élèves achèvent la dernière année du primaire et 1,6 M d'enfants ne sont pas scolarisés.

Endeavour finalise officiellement sa fusion avec Semafo et devient le plus grand producteur d'or en Afrique de l'Ouest

[L'acquisition de la société Semafo par le groupe Endeavour mining est devenue effective le 1^{er} juillet 2020.](#) D'une valeur de 1 Md CAD (653 M EUR), elle permet à celui-ci de devenir le premier producteur d'or en Afrique de l'Ouest et de rejoindre le top 15 des producteurs dans le monde, grâce à ses 6 exploitations minières au Burkina Faso (4 mines) et en Côte d'Ivoire (2 mines) et une production annuelle d'au moins un million d'onces d'or. Endeavour devrait rapidement mettre à jour ses prévisions de production et de coûts en intégrant les activités de SEMAFO, dans le cadre de son communiqué de presse sur les résultats financiers et d'exploitation du T2-2020 dont la publication est prévue pour le début du mois d'août. Pour rappel, l'or est le premier produit d'exportation de la zone UEMOA. Il représentait 23,2% des exportations totales de la région en 2018, soit 3 447,3 Mds FCFA (5,2 Mds EUR). A noter qu'[Endeavour Mining a également obtenu cette semaine un permis d'exploitation minière pour les gisements de Kari au Burkina Faso.](#)

BENIN

Réception d'équipements médicaux du Japon pour un montant total d'environ 1,5 Mds FCFA

[Le ministre des Affaires étrangères et de la coopération et l'Ambassadeur du Japon au Bénin ont procédé, le 7 juillet 2020, à la signature de « l'échange de Notes » relative au don d'équipements médicaux du Japon.](#) D'un montant total de 1,5 Md FCFA (2,3 M EUR), ce don est constitué d'un système de radiographie, des

moniteurs divers, d'électrocardiographes, d'ambulances et d'autres équipements et matériels médicaux. Pour rappel, le nombre de cas avérés de COVID-19 au Bénin au 9 juillet 2020 est de 1 199, dont 21 décès.

Le Bénin est désormais un pays à revenu intermédiaire

Selon la nouvelle classification des économies de la Banque mondiale, basée sur le revenu national brut (RNB) par habitant et parue le 1^{er} juillet, le Bénin fait partie des dix pays à connaître un changement positif de catégorie. Le Bénin intègre ainsi la catégorie des pays à revenus intermédiaires de la tranche inférieure, rejoignant des pays comme la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Maroc. Le RNB par habitant du Bénin est en effet passé de 870 USD en 2018 à 1 250 USD en 2019, [une augmentation largement imputable à l'opération de rebasage des comptes nationaux qui a entraîné une réévaluation de 36,7% du PIB.](#)

BURKINA FASO

Session ordinaire du Comité national de pilotage du PNDES

Le 3 juillet, [la session ordinaire du Comité national de pilotage du Plan National de Développement Economique et Social](#) (PNDES) était organisée afin de présenter les performances réalisées lors de quatre premières années de mise en œuvre du PNDES. Le Comité a souligné que la mise en œuvre du Plan en 2019 s'est déroulée dans un environnement national particulièrement difficile, marqué par l'accentuation des attaques terroristes, avec leurs effets dépressifs sur l'investissement dans différents secteurs d'activités, et par la poursuite des revendications sociales. Avec une croissance de 5,7% en 2019, le Comité a toutefois noté la résilience de l'économie burkinabè.

Masse salariale en hausse de 3 M EUR en 2019 de la SONABEL

De 2018 à 2019, la masse salariale de la Société nationale d'électricité (SONABEL) est passée de 17,8 Mds FCFA (26,7 M EUR) pour 2 353 agents à 19 787 Mds FCFA (29,6 M EUR) pour 2 600 agents, soit une augmentation de 2 Mds FCFA (3 M EUR). Cette augmentation reflète notamment la mise en œuvre des mesures prévues dans le protocole d'accord signé entre la direction générale de la SONABEL et les syndicats, relatives aux avancements statutaires et au recours au personnel temporaire. A noter qu'outre la masse salariale, les dettes sociales (en particulier les cotisations à reverser aux organismes de sécurité sociale) sont également en progression de 833,8 M FCFA (1,3 M EUR) en 2019.

CAP-VERT

Récession prévue entre 6,8 et 8,5% en 2020

[Le ministre des Finances du Cap-Vert a déclaré le 7 juillet que la récession économique au Cap-Vert, provoquée par la pandémie de COVID-19, oscillerait entre 6,8 et 8,5% en 2020.](#) A noter que les prévisions de base de la Banque africaine de développement publiées cette semaine tablent sur une récession comprise entre 4 et 7%. Selon le ministre cap-verdien, le taux de chômage doublerait, tandis que le déficit budgétaire augmenterait d'environ 11,4% cette année. L'augmentation de la dette publique pourrait atteindre 145 à 150% du PIB. Il a également annoncé que le budget de l'Etat pour l'année 2021 était déjà en cours d'élaboration. Il devrait être remis au Parlement en octobre pour être approuvé.

CÔTE D'IVOIRE

Lancement de la mission d'instruction du 3^{ème} C2D

[Les autorités ivoiriennes ont rencontré une délégation française la semaine du 7 juillet 2020 pour définir les modalités du 3^{ème} Contrat de Désendettement et de Développement \(C2D\).](#) Estimée à 1,1 Md EUR (751 Mds FCFA), la dernière tranche du C2D s'inscrit dans la suite des 2 premières phases du programme. Le 1^{er} C2D a couvert la période 2012-2015 et a représenté 630 M EUR (413,2 Mds FCFA). Il a été suivi d'un deuxième sur la période 2014-2020 pour un montant de 1,1 Md EUR (737,9 Mds FCFA). A ce jour, ce sont 1,7 Md EUR (1 151,2 Mds FCFA) qui ont été mobilisés depuis 2012 pour la mise en œuvre de programmes socio-

économiques dans divers secteurs, notamment l'éducation, la formation et l'emploi, la santé, l'agriculture, le développement rural et urbain, l'assainissement, les infrastructures routières et la justice.

Restructuration de la société d'Etat du secteur minier

Un financement de 109,9 M EUR (72 Mds FCFA) va être engagé par les pouvoirs publics ivoiriens pour la [restructuration de la Société d'Etat pour le Développement Minier de Côte d'Ivoire](#) (SODEMI). Créée en 1962, la Sodemi assure l'exploration et la recherche minière en Côte d'Ivoire. Ses activités sur le territoire national ont été freinées par plusieurs facteurs dont la crise socio politique et les fluctuations à la baisse des cours des métaux de base entre 2012 et 2020. Ce financement vise à améliorer les performances opérationnelles et financières de la société et intervient dans un contexte où la Côte d'Ivoire intensifie ses activités d'exploitation minière à l'ouest et au nord du pays. En 2019, le secteur minier réalisait un chiffre d'affaires de 1,1 Md EUR (762 Mds FCFA) contre 889 M EUR (582,3 Mds FCFA) en 2018, soit une hausse de 30,8%.

Signature de deux contrats pour la construction et réhabilitation d'infrastructures sanitaires

[Le gouvernement ivoirien a procédé, le 7 juillet 2020, à la signature de deux contrats d'attribution de marchés pour la construction et la réhabilitation d'Établissements Sanitaires de Premier Contact \(ESPC\)](#). Estimé à 621 MEUR (171 Mds FCFA), ce programme de construction de 200 nouveaux établissements et de réhabilitation de 447 centres existants doit doter les habitants des zones rurales de dispensaires de premier niveau à proximité de leur domicile et améliorer le maillage territorial des infrastructures de santé. Deux entreprises réaliseront les travaux : la société française Ellipse Projects qui construira 98 nouveaux ESPC et réhabilitera 199 ESPC en milieu urbain et rural, pour un montant de 129 M EUR (85 Mds FCFA) sur un financement garanti par l'Etat français (BPI Assurance Export) ; et l'opérateur israélien Mitrelli International qui construira 102 nouveaux ESPC et réhabilitera 247 ESPC en milieu urbain et rural pour un montant de 131 M EUR (86 Mds FCFA).

Réouverture du trafic ferroviaire reliant la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso

L'axe ferroviaire stratégique reliant la Côte d'Ivoire au Burkina Faso est de nouveau pleinement opérationnel. Une partie de la ligne était hors service à la suite des fortes pluies qui se sont abattues sur le district d'Abidjan, et tout particulièrement sur la commune d'Anyama. [La Société internationale de transport africain par rail \(SITARAIL\) qui assure l'exploitation et l'entretien de ce tronçon, a annoncé le 8 juillet 2020 la reprise totale du trafic de marchandises sur l'ensemble de la ligne ferroviaire.](#)

Exonération d'équipements de santé dans le cadre de la lutte contre la COVID-19

La Commission des affaires économiques et financière de l'Assemblée nationale ivoirienne a approuvé [deux projets de loi portant sur des mesures fiscales \(reports d'impôts\) et d'exonération partielle ou totale des droits et taxes de douanes sur des équipements de santé](#) dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. Les mesures fiscales sont estimées à 164 M EUR (107,5 Mds FCFA) et celles portant sur l'exonération des droits et taxes de douane se situent entre 7 et 14,6 M EUR (4,5 et 9,6 Mds FCFA).

Hausse du travail infantile dans les plantations de cacao en Côte d'Ivoire

Selon une étude menée sur la période de mars à mai 2020 et publiée dans le rapport de la Fondation International Cocoa Initiative (ICI), [le travail infantile dans les plantations de cacao en Côte d'Ivoire a augmenté de 19,6%](#). D'après l'ICI, cette statistique qui était en moyenne de 16% en 2019 sur la même période, s'est accrue du fait de plusieurs facteurs : les difficultés économiques préexistantes, les mesures de confinements du fait de la COVID-19 et son corollaire, l'inactivité scolaire. Ce phénomène avait déjà été dénoncé par le département américain du travail avec un chiffre différent qui faisait état d'une hausse du travail infantile de 44% à 46% entre 2013 et 2019. La culture du cacao mobilise près de 1 M de producteurs et nourrit environ 20% de la population ivoirienne. Elle est la principale source de devises de la Côte d'Ivoire, représentant environ 40% des recettes d'exportation.

Reconnaissance de l'Organisation Interprofessionnelle Agricole de la filière riz

Le 8 juillet 2020, [le Conseil des ministres a adopté un décret portant reconnaissance de l'Organisation Interprofessionnelle Agricole de la filière riz](#). Cette mesure vise à favoriser une meilleure structuration des organisations professionnelles de la filière, en vue d'accompagner le gouvernement dans la mise en œuvre du programme initié pour atteindre l'autosuffisance et devenir un exportateur à l'horizon 2030. En 2018, les importations de riz en Côte d'Ivoire se chiffraient à 383,2 Mds FCFA (584,1 M EUR), soit 6,5% de la valeur globale des importations. La feuille de route de l'exécutif pour la filière est baptisée « Stratégie nationale de développement de la riziculture (SNDR) » et s'étend sur la période 2020-2030.

GAMBIE

La Banque mondiale alloue 43 M USD pour un meilleur accès à l'électricité et à l'eau

[La BM a accordé, le 28 juin, un financement additionnel de 43 M USD via l'Association internationale de développement \(IDA\) pour le projet de modernisation et de restauration de l'électricité en Gambie \(GERMP\)](#). Ce projet de plus de 121 M USD, approuvé en 2018, est également financé par l'Union européenne (UE) et la Banque européenne d'investissement (BEI). Son principal objectif est d'accroître la disponibilité et la fiabilité de l'électricité solaire et d'améliorer la capacité du réseau de transmission et de distribution de la National Water and Electricity Corporation (NAWEC). Plusieurs projets, dont l'installation de quatre centrales solaires photovoltaïques d'une capacité de 200 MWp, sont prévus dans la région du Grand Banjul. En plus du projet de centrale solaire, le GERMP permettra également la réhabilitation de 17 km de lignes de transmission et la connexion au réseau national de 20 systèmes solaires photovoltaïques avec stockage sur batterie.

GUINEE

Appui financier de 500 K USD de la CEDEAO au processus électoral

Dans un courrier datant du 3 juin 2020 et adressé à l'Ambassadeur de Guinée au Nigéria, [la CEDEAO a décidé d'octroyer une assistance financière de 500 K USD à l'endroit de la Commission électorale nationale indépendante \(CENI\)](#) pour aider à couvrir les activités électorales indispensables dans le cadre des préparatifs de l'élection présidentielle d'octobre 2020. De façon spécifique, ces activités comprennent (i) le renforcement des capacités des agents électoraux, (ii) l'organisation des activités d'éducation civique pour la mobilisation des électeurs et (iii) l'organisation de vaste campagne de sensibilisation des organisations de la société civile sur la cohésion sociale et pour un processus électoral pacifique et non-violent.

Signature de trois conventions de financement en faveur de la santé et de l'éducation

Le 7 juillet 2020, [le ministre de l'Economie et des Finances, l'Ambassadeur de France en Guinée et en Sierra Léone et le directeur de l'AFD en Guinée ont procédé à la signature de trois conventions de financement d'un montant total de 37,5 M EUR en vue d'appuyer les secteurs de l'éducation et de la santé](#). La première convention porte sur le financement du Programme Décennal pour l'Education en Guinée (PRODEG 2020-2024) pour un montant de près de 34 M EUR et vient en complément du précédent financement de 27,5 M EUR octroyé, le 26 mai 2020, par l'AFD pour l'ensemble du secteur de l'éducation. La deuxième convention est relative à une subvention de 1 M EUR pour le renforcement des capacités de diagnostic de la COVID-19 à Conakry et à l'intérieur du pays (Labé, Kankan et Nzérékoré). La troisième convention, d'un montant de 2,5 M EUR, est destinée au lancement des activités de l'Institut Pasteur en Guinée dans sa nouvelle configuration, avec la création de trois unités de recherche (en virologie, en entomologie et en épidémiologie).

L'Union européenne octroie 6 M EUR à l'ONG Alima pour lutter contre la COVID-19

[La délégation de l'Union européenne \(UE\) en Guinée et The Alliance for International Medical Action \(ALIMA\) ont signé le 6 juillet 2020 un contrat de 65 Mds GNF \(6 M EUR\) pour financer un projet de riposte contre la COVID-19 et soutenir les populations guinéennes](#). Le projet d'une durée de six mois consiste à appuyer l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire (ANSS) dans (i) la prise en charge des cas de COVID-19, la prévention et le contrôle de l'infection et (ii) limiter la propagation et l'impact de la pandémie sur le système de santé.

L'ONG ALIMA déjà active sur le terrain appuie le renforcement des capacités du personnel de l'ANSS, gère le Centre de traitement épidémiologique de l'hôpital Donka (CTE-pi) et soutient l'ANSS dans l'évaluation technique des CTE-pi.

LIBERIA

9,3 M USD de la Banque mondiale pour l'assainissement urbain

[La Banque mondiale a approuvé une subvention supplémentaire de 9,3 M USD pour le projet de décharge et d'assainissement urbain de Cheesemanburg.](#) Lancé le 26 juin 2017, l'objectif du projet est de fournir un meilleur accès aux services de gestion des déchets solides à Monrovia, la capitale du pays. Ce montant sera octroyé au gouvernement libérien par le biais du Fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction du Liberia (LRTF), un mécanisme de financement multidonateurs destiné à répondre au besoin critique de réhabilitation des infrastructures économiques du pays.

MALI

Découverte de nouvelles ressources d'or et de lithium dans les mines de Diba, Faléa et Goulamina

[La compagnie minière britannique Altus Strategies a publié, le 6 juillet 2020, une nouvelle estimation des ressources du projet aurifère de Diba.](#) Réalisée par la société d'ingénierie Mining Plus dans le cadre de l'étude de pré faisabilité du projet, cette mise à jour abouti à une augmentation des estimations de 32 500 à 187 000 onces d'or dans la catégorie « inférée » (+637%). Les ressources classées dans la catégorie « indiquée », sont quant à elles estimées à 217 000 onces. Par ailleurs, [le minier canadien GoviEx Uranium a annoncé également à la même date que son site uranium-cuivre-argent de Falea pourrait héberger de l'or.](#) Dans un contexte favorable de cours mondiaux de l'once d'or, le groupe envisage d'effectuer des forages pour préciser les ressources aurifères disponibles. Enfin, [les opérateurs australiens Mali Lithium \(ex Birimia\), Kodal Mineral et le chinois Changsa ont révisé à la hausse de 48% les quantités « mesurées » et « indiquées » de lithium du projet de Goulamina,](#) au sud du pays, aboutissant à un total de 1,6 million de tonnes d'oxyde de lithium mesurée, indiquée et inférée sur le site.

MAURITANIE

Prêt de 35 M USD de la SFI pour permettre à la société Addax Energy d'assurer les importations de produits pétroliers

[La Société Financière Internationale \(SFI\), membre du groupe de la BM, a octroyé un prêt de 35 M USD, dans le cadre d'une facilité de crédit d'un montant global de 200 M USD](#) structurée par la Société Générale, afin de permettre à la société Addax Energy d'assurer les importations de produits pétroliers en Mauritanie. Cet investissement aidera la Mauritanie à maintenir ses importations de produits pétrolier pour les 6 prochains mois.

Des employés de la Banque centrale de Mauritanie détournent près de 1,4 M EUR

La Banque centrale de Mauritanie a annoncé dans un [communiqué](#) avoir déposé plainte suite au détournement dans ses caisses de 935 000 EUR et 558 000 USD en devises, découvert par une équipe d'inspection interne lors d'un contrôle inopiné. La plainte porte sur le détournement, l'abus de confiance et la falsification. Le dossier a été transmis au procureur de la république. Six suspects ont depuis été interpellés.

La FAO accorde 400 000 USD dans un projet d'aide d'urgence aux petits éleveurs et agriculteurs

[La Mauritanie et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation \(FAO\) ont signé le 7 juillet à Nouakchott un accord pour un don de 400 000 USD](#) afin de soutenir les petits éleveurs et agriculteurs. Ce projet devrait accompagner les efforts du gouvernement pour atténuer l'impact du coronavirus sur ces deux secteurs.

NIGER

Le gouvernement adopte une nouvelle politique minière 2020-2029

[Le gouvernement nigérien a adopté le 3 juillet, à l'issue du Conseil des ministres, un projet de décret sur la politique minière couvrant la période 2020-2029](#), avec pour objectif de favoriser la diversification du secteur. Pour rappel, celui-ci se caractérise par l'exploitation industrielle de l'uranium, du charbon et de l'or. Le pays est également producteur de pétrole, de ciment et de gaz. La production minière demeure cependant largement dominée par l'industrie uranifère, avec près de 3 milliers de tonnes d'uranium extraits par an en moyenne, soit 20% des exportations (124,3 Mds FCFA) en 2018. Toutefois, le secteur fait face depuis 2012 à une importante chute des cours, qui pèse sur la rentabilité de l'extraction du métal. En octobre dernier, le groupe français Orano (ex-Areva) a ainsi annoncé la fermeture de la mine de Cominak, programmée pour début 2021.

Le FIDA investit 77,7 M USD pour renforcer la sécurité alimentaire de 210 000 ménages pauvres

[Le Fonds international de développement agricole \(FIDA\) a annoncé le 6 juillet le lancement d'un nouveau projet qui permettra d'accroître le soutien à 210 000 ménages ruraux](#) pauvres, vulnérables aux chocs climatiques et à l'insécurité alimentaire. Le projet « PRECIS », d'un montant total de 172,1 M EUR, vise à promouvoir la culture du maïs, du millet, du riz et du sorgho, et à développer le maraîchage, l'aviculture et le petit élevage. Le FIDA participera à son financement par un prêt de 56,7 M EUR et un don de 21 M EUR. La contribution du gouvernement nigérien s'élève à 26,3 M EUR, auxquels s'ajoutent 4,9 M EUR apportés par les bénéficiaires. Des accords pour l'octroi d'un cofinancement additionnel d'environ 63 M EUR sont en cours d'élaboration avec d'autres partenaires de développement. Le projet sera mis en œuvre dans les régions de Dosso, Maradi, Tahoua et Zinder et couvrira 186 municipalités.

La Banque mondiale apporte 100 M USD au Niger pour accélérer la transformation numérique

[Le CA de la BM a approuvé le 8 juillet un financement de 100 M USD](#), composé à part égale (50 M USD) d'un crédit et d'un don de l'Association internationale de développement (IDA), afin d'aider le Niger à déployer un programme de modernisation de l'économie et d'amélioration de l'accès aux services essentiels en s'appuyant sur les infrastructures et les services numériques. Malgré la présence de plusieurs opérateurs de réseaux mobiles, le Niger possède en effet l'une des plus faibles couvertures téléphoniques d'Afrique, faute d'infrastructures numériques suffisamment développées. Environ la moitié environ des habitants n'a pas accès au haut débit mobile et une importante fracture sépare les zones urbaines des zones rurales, où vit la majorité de la population. Le projet Villages intelligents pour la croissance et l'inclusion numérique dans les zones rurales entend améliorer l'accès aux services de téléphonie et de haut débit mobiles en milieu rural et, parallèlement, apporter des services financiers dématérialisés dans certaines régions mal desservies du Niger.

SENEGAL

PACASEN 2020 : 123 collectivités territoriales vont disposer d'une enveloppe de 17,5 Mds FCFA

Dans le cadre des activités du Programme d'appui aux communes et aux agglomérations du Sénégal (PACASEN), le ministre des Collectivités territoriales, du Développement et de l'Aménagement a rencontré, le 6 juillet 2020, la BM et l'AFD. Le PACASEN est un projet de 130 Mds FCFA (197,8 M EUR) sur une période de 5 ans qui touche 123 collectivités territoriales. Compte tenu de la pandémie de la COVID-19 et après des discussions avec les partenaires, [un accord aurait été trouvé pour que les 123 collectivités reçoivent l'intégralité de l'enveloppe prévue cette année, à savoir 17,5 Mds FCFA](#) (26,7 M EUR), sans tenir compte des indicateurs de performance et des conditions minimales obligatoires. En marge de cette séance de travail, certaines décisions auraient été prises : la nécessité de revisiter le PACASEN, le développement des capacités de gestion ou encore le respect des textes et règlements en termes de gouvernance territoriale.

SIERRA LEONE

Maintien du taux directeur de la Banque centrale à 15%

A l'issue de sa réunion qui s'est tenue le 2 juillet 2020, [le Comité de Politique Monétaire \(CPM\) de la Banque de la Sierra Leone a décidé de maintenir inchangé le taux de politique monétaire à 15%](#). Passant en revue les principales évolutions de la conjoncture économique, le CPM a noté une hausse du taux d'inflation en glissement annuel en mai 2020, à 15,5%, contre 15,1% le mois précédent. La hausse de l'inflation est principalement imputable au renchérissement des denrées alimentaires, résultant de l'impact des mesures de confinement liées à la COVID-19 sur le marché des produits essentiels. Aussi, en raison de la pandémie, la croissance économique du pays devrait s'établir à -3,1% en 2020, contre +4,1% initialement. Toutefois, une reprise est anticipée en 2021, avec une croissance à +2,7%. En outre, le déficit commercial s'est alourdi au premier trimestre 2020 et a atteint 179,7 M USD, soit une hausse de 131,1% par rapport à la même période en 2019. Cette situation n'a cependant pas affecté significativement les réserves de change qui permettent de couvrir 3,7 mois d'importation.

TOGO

Près 800 000 T de phosphates produites en 2019

[D'après les statistiques récemment compilées de la BCEAO, le Togo a produit 799 775 tonnes de phosphates en 2019](#), soit 21,5% de moins que l'année précédente (1,02 MT), mais 9% de plus qu'en 2017 (732 500 T). Il faut noter que ces résultats sont sensiblement inférieurs aux productions enregistrées dans les années 90 (2 MT en moyenne, avec un pic à 3 MT uniquement en 1991), puis dans les années 2000 (1 MT en moyenne).

Indicateurs Pays	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	4,5	18,5	4,5	19,3	16,3	7,6	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie																
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	3,2	17,2	5,2	9,2	24	3,9	5,4	140,3	1 642,7
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	728	927	1 143	477	1 474	515,9	670	1 060	1 658
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	1,2	4,9	3	5,2	6,2	3,7	4,7	6,3	3
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	23,4	1,7	3	3	0,5	16,9	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques																
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,8	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,8	-3,1	-3,8	-3,7
<i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	40,5	36,6	83,9	55,1	64,4	71,3	74,6	52,5	48,5
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4		14,8	20,0	14,9	18,7		17,4	16,2	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
Echanges																
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8		-4,3	-9,4	-12,0	-12,8		-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers² (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	9	374	205	170	856	16,2	344	3 573	11 015
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	49,7	11	43	270	99	19,1	18	1380	8 069
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-23,3	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-13,8	-7,9	-6,8	-2,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	2,6	-	5		-	3,4	-	5	5
Aspects qualitatifs																
<i>IDH (2018)³</i>	163	183	125	170	174	175	177	181	182	159	189	164	184	165	-	-
<i>Doing Business (2019)⁴</i>	153	151	131	122	149	152	175	175	145	148	143	141	163	137	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 189 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque